L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73 — NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 9 SEPTEMBRE 1877. — 51me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE ORLEANS. DIMANCHE MATIN 9 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Par H. Stern & Co, au No 63 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

L'exécution des lois en république.

Nous lisons ce qui suit dans un des derniers numéros du *Messager franco américain* :

Le *Herald* annonce la mort d'un Italien surnommé Garibaldi, qui avait été condamné l'année dernière à quelques mois de pénitencier et à une forte amende comme propriétaire d'une maison de prostitution située au coin de Greene street et de la 4e rue. Garibaldi a succombé à une maladie de foie, dans une maison de la 15e rue. Il a laissé en mourant une lettre dans laquelle il accuse la police d'avoir toléré l'existence de son établissement aussi longtemps qu'il a pu faire des cadeaux aux agents. La lettre donne la liste de ces cadeaux, parmi lesquels figurent plusieurs sommes d'argent. Garibaldi affirme aussi que les maisons de tolérance du 15e ward paient une redevance mensuelle à la police, moyennant quoi celle-ci ferme les yeux.

Ce fait divers donne matière à de sérieuses réflexions sur la manière dont les lois sont étudées dans cette république.

Il n'est peut-être pas de grande ville américaine où des accusations analogues n'aient été portées contre la police. Les maisons de prostitution et les maisons de jeu ont presque partout ajouté de forts revenus aux budgets réguliers des polices municipales et toutes les tentatives faites pour appliquer les lois à ces établissements, ont échoué contre la résistance ou le mauvais vouloir des agents chargés de l'exécution des lois.

Il y a évidemment un vice inhérent au système lui-même, pour que ni les dénonciations de la presse, ni l'intervention des grands jurés, ni les plaintes des populations n'aient pu réussir à extirper cette lèpre des grandes villes américaines, les maisons de jeu. Elles ont été fermées quelquefois, cela est vrai, mais pour se rouvrir peu de temps après, clandestinement d'abord, puis ouvertement.

Découragés par l'inutilité de nos plaintes à différentes époques, nous avions fini par laisser ce sujet de côté. Mais un de nos confrères, le *Picayune*, vient d'ouvrir une nouvelle croisade à propos d'une affaire judiciaire, et le moment est venu de faire encore un effort pour purger la Nouvelle-Orléans d'un fléau qui est à la fois un danger permanent pour les visiteurs étrangers et une cause de démoralisation pour la jeunesse.

L'administration municipale a repris le contrôle de la police, et nous n'avons plus pour contrecarrer ses efforts un gouverneur comme Kellogg, ami intime des chevaliers du bunko; la justice criminelle a cessé d'être une farce; le gouverneur et l'avocat-général sont des fonctionnaires zélés et énergiques prêts à mettre tout en œuvre pour faire respecter et exécuter les lois. Il y a plus: la police est mieux composée et plus efficace qu'elle ne l'a jamais été à aucune époque, et elle vient de prouver qu'elle est prête à faire son devoir, en fermant une des maisons qui lui ont été signalées comme maisons de jeu.

Une injonction a été prise à propos de cette fermeture, le propriétaire de la maison prétendant que son établissement n'est pas public. Nous n'entendons pas préjuger la question de fait, bien que les présomptions soient contraires à la prétention du propriétaire, mais nous demandons que les autorités compétentes se mettent en mesure de soutenir l'action de la police et de faire décider promptement la question.

L'existence des nombreux tripôts où les visiteurs étrangers se voyaient dévaliser, était une honte pour une grande ville comme la Nouvelle-Orléans. Sous le régime radical, le scandale avait pris des proportions alarmantes. Il y va de l'honneur de la nouvelle administration d'y mettre fin entièrement.

Il n'y a pas de ménagements à garder et il faut que toutes les maisons de jeu, petites ou grandes, subissent également l'application des lois existantes et nous aimons à croire qu'il ne se trouvera pas à la Nouvelle-Orléans un juge qui hésiterait à faire strictement son devoir.

Le maire Pilsbury doit avoir à cœur d'attacher à son administration l'honneur d'avoir délivré la Nouvelle-Orléans d'un des plus tristes fléaux qui affligent les villes américaines.

Si, par impossible, les maisons de jeu se montraient plus puissantes que le maire, que la police, que la justice, ce serait un argument de plus à ajouter à tous ceux qui font douter que les lois puissent être fidèlement appliquées sous nos institutions républicaines telles qu'elles existent.

L'INCENDIE A LA MAISON D'ETAT.—En parlant hier d'une vestigation à propos du commencement d'incendie à la Maison d'Etat, nous n'avions nullement l'intention de faire allusion à l'enquête faite au nom du Bureau des Assurances. Nous avions que Baptiste avait été interrogé par le colonel Louis Power, Inspecteur des Incendies, mais nous ne traitions en aucune façon le sujet au point de vue des Assurances, mais à un point de vue politique.

Nous devons dire, à propos de l'incendie, que le colonel Power n'est nullement d'avis que le feu soit l'œuvre d'un incendiaire; il croit soit à une combustion spontanée, soit à une imprudence. Cette opinion a certainement un grand poids, vu la compétence et l'expérience de celui dont elle émane, mais les personnes desquelles nous tenions nos informations, étaient d'un avis contraire, et c'est sous l'impression que le feu avait été mis à dessein que nous avons écrit notre article.

—Merci à nos confrères du *Meschacébé*, et du *Louisianais* et à tous ceux de nos confrères de la Louisiane et des autres Etats qui nous ont adressé leurs félicitations à l'occasion du jubilé de l'*Abeille*. Nous ferons exception à notre règle en reproduisant ce qui suit du *Louisianais* :

Pour nous, simple campagnard, nous souhaitons de longs jours de prospérité et de puissance à celle qui a pris en Louisiane toute l'importance d'une véritable institution.

Et nous répétérons ici ce cri de naïve et sincère admiration d'un vieil Acadien de notre voisinage : Ça, c'est une *Belle* qui paraît !

Merci au *Louisianais* et à l'Acadien.

Les chars *bleus* de la compagnie du Rail-Road d'Orléans débarquent les passagers au Fair Grounds en passant par la route du Bayou St-Jean.

Ordres pour charbon remplis avec célérité par Hy. J. Montagnet, 167 rue de la Commune.

"Danzigers' New Stores."

—On lit dans le *Graphic* :

Il ont une manière de faire les choses à Paris qui pourrait être imitée avec avantage à New York. Ils s'arrangent de façon à ne pas accumuler une dette municipale à faire craindre la banqueroute, tout en continuant à exécuter les travaux publics qui font de Paris la plus agréable à habiter comme la plus belle des capitales de l'Europe. Bien plus, il y a cette année un excédant qui n'est pas moindre de 21,828,000 francs. Et tout cela a été fait avec des taxes intérieures d'un quart à celles payées par le peuple de New York; mais la nourriture des comparaisons serait odieuse. Quelques-uns de nos jeunes politiciens d'avenir ne pourraient-ils pas passer quelques mois à Paris, y apprendre l'art de l'administration municipale et l'introduire ici? Ce serait le plus sûr moyen de s'assurer l'éminence politique et l'éternelle reconnaissance des contribuables longtemps opprimés. Ce qu'on dépense à Paris pour attirer ceux qui désirent des plaisirs délicats et ont largement les moyens de les payer, pourrait se dépenser ici pour maintenir notre position commerciale et accroître nos facilités de trafic. Paris est sage en ses lois et gouverné raisonnablement pour les être également sages dans les siennes!

"Danzigers' New Stores."

MONSIEUR THIERS.

Notre édition de jeudi, contenant notre article sur M. Thiers et la biographie de l'illustre défunt, ayant été épuisée, nous reproduisons l'article et la notice biographique à la troisième page.

RECTIFICATIONS.—Nous avons omis de rectifier une erreur commise par inadvertance dans notre historique de l'*Abeille*. M. Arpin n'a pas fondé le *Courrier des Etats-Unis*; il en a simplement pris la rédaction, lorsque ce journal a été vendu en 1848 par M. Frédéric Gaillardet au Dr. Beugnot. Le *Courrier des Etats-Unis* avait été acheté par Gaillardet en 1837.

Un correspondant nous signale une autre erreur; il nous écrit que le baron René de Perdreauville n'a pu être gouverneur des pages de Napoléon Ier, parce qu'il n'y a jamais eu d'autre gouverneur des pages que le général de division Gardanne, comte de l'Empire, dont le fils habite actuellement la Nouvelle-Orléans.

FUNÉRAILLES DE M. THIERS.—On trouvera dans nos dépêches des informations sur les funérailles de M. Thiers qui ont eu lieu hier à Paris. Tout s'est passé tranquillement.

LA MUNICIPALITÉ D'EVREUX.—M. Corbeau, l'adjoint au maire d'Evreux, dont nous avons reproduit le discours au maréchal, a été révoqué de ses fonctions, ainsi que le second adjoint. La ville se trouvant sans maire et sans adjoints, l'ancien maire, M. Lepouzé, a adressé au préfet une lettre pour le prévenir de la situation et lui dire que, comme le plus ancien conseiller municipal, il expédierait les affaires urgentes.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—La représentation d'hier a fini si tard que nous devons en renvoyer le compte rendu à notre prochain numéro. La salle était comble et l'accueil le plus chaleureux a été fait aux bénéficiaires, MM. d'Aquin et Joubert.

PIQUE NIQUE MILITAIRE.—La troisième compagnie du régiment d'artillerie d'Orléans donnera, le dimanche 16 septembre, au jardin Magnolia, un grand pique-nique militaire.

"Danzigers' New Stores."

INSTITUT D'AQUIN.—Cette maison d'éducation, admirablement située dans un des quartiers les plus salubres de la ville, est dirigée par Mlle. H. Fitzgerald, dont on connaît la haute capacité et qui occupe dans l'enseignement un rang éminent. La rentrée des classes a eu lieu le lundi, 3 septembre. Mlle Fitzgerald s'est assuré le concours de professeurs éminents, parmi lesquels nous citerons M. S. Rouen pour le français, M. H. Rolling pour le piano, et M. Curto pour le chant. L'Institut d'Aquin est en pleine voie de prospérité et le nombre chaque jour croissant des élèves prouve que les familles savent apprécier le zèle consciencieux et le dévouement sans bornes de la directrice et du personnel enseignant dont elle s'est entourée.

PIANOS CHICKERING.—M. Philip Werlein, qui a transféré son établissement au No. 135 de la rue du Canal (Bâtisse Touro), invite ses amis et ses clients à examiner le grand stock qu'il a choisi avec soin et qui se compose en grande partie des pianos de Chickering, un des plus célèbres facteurs d'Amérique. Ces pianos peuvent avoir des égaux, mais ils n'ont pas de supérieurs, car ils sont tout à la fois très sonores et très durables. M. Werlein a aussi des pianos droits de Hardman, des pianos carrés de Hale et des orgues de première classe. Ayant réuni dans un seul magasin le stock des cinq magasins qu'il occupait rue Baronne, M. Werlein peut offrir à très bas prix et ses instruments de musique et un choix de musique et de livres de musique des plus nouveaux et des plus abondants.

VACCINE.—Le Bureau de Santé annonce que la petite vérole n'a pas encore disparu de la Nile-Orléans et qu'il est d'une grande importance de prendre des mesures préventives contre la réinfectiosence du fléau. Le Bureau recommande l'établissement du Dr. de Zayas à ceux qui veulent être vaccinés avec le virus de la race bovine.

Un avis que nous publions autre part indique les jours et les lieux où les inspecteurs sanitaires seront prêts à faire gratuitement les opérations de vaccine.

GANTS BLANCS, COLS, &c.—Les messieurs appartenant aux compagnies de milices qui doivent prendre part à la célébration du 14 Septembre, sont invités par M. Walsh, à se fournir à son magasin, 110 rue du Canal, de gants blancs en fil de Lisle, qu'il vendra 25 cents la paire, de cravates et de cols. Voir l'annonce dans une autre colonne.

PIANOS PLEYEL ET AUTRES—La maison Grunewald, de la Nouvelle-Orléans, ayant la seule agence dans les Etats du Sud, de la maison Pleyel, Wolff & Co. peut livrer les pianos de la célèbre marque Pleyel aux conditions les plus avantageuses, et avec des facilités de crédit. On trouvera aussi dans les vastes magasins de M. L. Grunewald, rue Baronne, de grands assortiments des meilleurs pianos et orgues de fabriques américaines et européennes, un choix considérable de tous les instrument et articles de musique.

MARCHANDISES D'AUTOMNE.—La maison Pepin & Broussard se propose de faire demain, le déballage de toutes les marchandises d'automne qu'elle vient de recevoir et invite ses amis et le public en général à venir les examiner; elles seront en partie étalées sur les comptoirs. Parmi ces marchandises nous signalerons plus particulièrement cinq caisses d'étoffes à robes, cent cinquante pièces d'étoffes assorties pour deuil, telles que : Delaines, Reps, Tamises, Etamines, deux cents pièces d'Alpacas noire et de Mohair; aussi des casimirs, des jeans, des indiennes imprimées et une grande variété d'articles du pays. Voir l'annonce.

PHENIX HOUSE.—Cet établissement situé au No 96 de la rue St. Charles, tout près du théâtre de l'Académie de Musique, vient d'être entièrement mis à neuf et sera réouvert demain. Salon de lecteurs, salon d'huîtres, et restaurant-confiserie, tous des départements du Phenix seront parfaitement tenus et ne le céderont en rien aux premiers établissements de son genre.

Les chars *rouges* de la compagnie du Rail-Road d'Orléans partant du Marché Français, et les *verts* et les *bleus* de la Statue de Clay se rendent au Fair Grounds.

Pittsburg, Anthracite et Cannel anglais à bas prix chez Hy. J. Montagnet.

Les nouveaux magasins des Danziger.

JOS. B. HUBBARD.—Si l'on veut de beau, et bons meubles, bien fabriqués, et à bon marché il faut s'adresser à Jos. B. Hubbard au coin des rues Remparts et Dauphine.

LE FIGARO, LE MONITEUR ET LE GÉNÉRAL DUCROT.—Le gouvernement a compris qu'une note officielle était nécessaire pour couper court à la polémique engagée entre le *Figaro* et le *Moniteur* au sujet de M. le général Ducrot. Voici les explications qu'il a fait insérer dans le *Journal officiel* :

Le *Moniteur universel* du 17 août a cru pouvoir affirmer que la polémique engagée dans le journal le *Figaro* contre le ministre de la guerre avait été inspirée par le général commandant le 8e corps d'armée.

M. le général Ducrot avait demandé, dès le premier jour, qu'une enquête judiciaire fût ouverte pour prouver l'inexactitude de cette assertion. Mais le ministre de la guerre, auquel il s'était adressé à cet effet, a jugé que l'esprit de devoir et de discipline de général Du rot était trop connu pour que le moindre doute pût subsister à cet égard, et il s'est engagé à ne tenir aucun compte d'une imputation entièrement dépourvue de fondement.

LOUISIANE.

Nous empruntons ce qui suit au *Louisianais* :

Juge.—Le gouverneur Nicholls a nommé M. James Chénet, juge de paroisse en remplacement de M. Numa Trépagnier, décédé.

A merveille.

Et cette nomination ne peut être que favorablement accueillie par le peuple de St. Jean Baptiste.

M. Chénet est jeune certainement. Mais la jeunesse est-elle un crime, surtout quand elle est honnête, intelligente et éclairée?

Où sont les vieux qui ne voudraient point être jeunes?

Et nous qui connaissons M. J. Chénet depuis longtemps, qui l'avons vu au collége, qui l'avons suivi à l'Université de droit, qui savons tout ce qu'il y de libéralisme dans son esprit et d'honnêteté dans sa conscience, nous affirmons que M. J. Chénet sera un juge aussi impartial que digne.

Plus.—On la demandait à grands cris. Il la fallait pour le salut des cannes à sucre. Les cuves, elles aussi, n'avaient pitié d'eau potable.

Il est bien vrai que le Mississippi, sans tarir, pouvait encore désaltérer quatre milliards d'hommes pendant quatre milliards d'années; mais tout le monde n'aime pas l'eau de ce généreux fleuve, bien qu'elle soit fort bonne. Il en est même qui lui préfèrent le whiskey, et beaucoup. Un vieux philosophe a cependant dit: le vin est bon, le lait est meilleur, mais l'eau vaut mieux que le vin.

Adonc, la pluie est tombée. Elle est tombée copieusement, largement, comme une bénédiction du ciel.

Les cannes ont pu boire, les hommes aussi, et aussi les canards.

Benedicamus Deo.

Car le travail des hommes, pour être fécond, a besoin de la bénédiction de Dieu.

Nous lisons dans la *Meschacébé* :

—Cette semaine, fréquentes pluies d'orage, mais encore insuffisantes pour la récolte sucrière.

—Le montant de l'assessement à St. Jean-Baptiste, sujet à correction ou révision jusqu'au 8 septembre, est, pour l'année 1877, de $1,320,000.

M. Dufossat Grégoire, de Donaldsonville, a tenté de se suicider. On craint que ses blessures ne soient mortelles.

M. Clark, administrateur du chemin de fer de Jackson, a soumis au board des ingénieurs de l'Etat un plan de travaux de protection à exécuter à la crevasse du Bonnet Carré, dans le cas probable où cette crevasse ne serait pas comblée au moyen de l'intervention pécuniaire du gouvernement fédéral.

Les nouveaux magasins des Danziger.

Les chars *verts* de la compagnie du Rail-Road d'Orléans vont directement au Fair Grounds en partant de la Statue de Clay.

Achetez votre charbon aux plus bas taux du marché, chez Hy. J. Montagnet 167 rue de la Commune.

LES DERNIERS JOURS DE M. THIERS.—Nous lisons dans un journal de Paris du 25 août :

Il paraît que l'air un peu trop vif de la plage dieppoise n'a pas été favorable à la santé de M. Thiers qui aurait même éprouvé un malaise pareil à celui qu'il éprouvait lors de son dernier voyage à Cannes. C'est la raison de son retour si brusque à Paris.

Aussi, Mme Thiers, assez inquiète, et désireuse de le voir abandonner un peu les émotions de la vie politique, a-t-elle résolu de s'installer pour quelque temps aux environs de Paris. Les voitures et les bagages sont partis hier matin et les châtelains de la place Saint Georges ont quitté Paris pour Saint Germain en Laye, par le train de deux heures. M. Thiers a loué un appartement au pavillon Henri IV.

LES ATROCITÉS DE LA GUERRE D'ORIENT.—Une lettre que le *Temps* reçoit du quartier général de Siteiman-Pacha nous montre à quel degré de violence et de haine sont montés les esprits entre Turcs et Russes :

...Nous allions nous coucher, lorsqu'un officier vint annoncer à Hussein-Pacha que sa troupe avait pris sept paysans bulgares au moment où ils faisaient sauter les rails du chemin de fer.

Les avez-vous pris sur le fait? dit Hussein-Pacha.

—Oui, mon général.

—C'est bien, je vais les voir.

Puis, sans descendre de sa chambre, le général ouvre la fenêtre et demande aux Bulgares qui sont en bas :

—A-vez-vous fait sauter les rails du chemin de fer?

—Oui, répondent sept voix.

—Etes-bien qu'on les pende!

Et la fenêtre se referme, les généraux s'endorment. Quant à moi, rien plus que je ne puis l'écrire, après tant d'émotions diverses, je sors de la gare et j'accompagne l'officier qui a capturé les Bulgares.

—On va pendre tout l'ni dis-je.

—A cet arbre, répondit-il en me montrant un petit arbre à peine éloigné de trente mètres, et si jeune qu'il semblait un homme avec une torche à la main.

—Mais les branches de cet arbre ne pourront jamais supporter sept individus!

—Oh! nos bourreaux savent ce qu'ils font; du reste, vous allez voir.

On ne perdit pas de temps; au pied de l'arbre, trois hommes ne tardèrent pas à apporter deux caisses vides de fusils Martiny, deux de ces caisses mises en long en supportaient une troisième, posée en travers des deux premières.

Alors, sur ce marchepied improvisé, deux soldats firent monter les prisonniers à l'office de bourreau, auquel son aide passait les cordes, étant penché sur l'une des branches, était son nœud coulant sur la tête du coupable. Un aide donnait alors un coup de pied sur la caisse supérieure, et l'opérateur continuait sa besogne.

Enfin le septième Bulgare monte sur le degré fatal; c'était un vieillard de 65 à 70 ans. Celui-là voulut parler avant de mourir, et voici ce qu'il dit: "Je veux vous dire, Osmanlis, que vous avez raison de me tuer, mais la mort m'est douce, car hier encore j'ai vu mon grand âge, déshonoré une de vos plus belles filles, avant de la tuer."

A cet aveu, les soldats se regardent comme stupéfaits du sang-froid de leur victime, allait frémir, terrible, vengeresse, lorsque le bruit d'une caisse qui tombe nous épargna la vue d'une torture inhumaine. Justice était faite.

Les nouveaux magasins des Danziger.

—MONTPELLIER, 20 août.—La séance d'ouverture du conseil général de l'Hérault a été marquée par un incident déplorable.

M. Griffe, président du tribunal civil de Nîmes et membre radical du conseil général de l'Hérault, ayant demandé à M. le préfet communication des rapports de divers chefs de service, M. le préfet n'a pas cru devoir accéder à cette demande en se basant sur ce fait, que les quatre contributions n'étant pas votées, le conseil général n'avait pas à s'occuper des questions relatives à la répartition des fonds.

Cette réponse était naturelle et logique, mais elle n'a pas suffi au radical M. Griffe, qui éprouvait le besoin de faire un pâle scandale.

Parlant non pas comme membre du conseil général, mais comme magistrat qui connaît la loi et qui l'applique (C'est M. Griffe qui l'a dit), il a entamé une longue diatribe soulignée par les applaudissements de ses collègues radicaux, contre l'administration et le gouvernement.

Mais ce n'est pas tout. *In cauda venenum*, M. Griffe a voulu terminer sa piteuse harangue par un coup d'éclat, et il n'a réussi qu'à se montrer homme mal élevé.

Prenant le rapport que M. le préfet avait fait distribuer à tous les membres du conseil, M. Griffe l'a froissé entre ses mains.... de magistrat et le jetant sur la table avec dédain: "Ça, ce n'est qu'un chiffon de papier" a-t-il dit. Aussitôt les nouvelles couches d'applaudir, tandis que le public intelligent haussait les épaules; et que les membres de la droite quittaient la salle.

M. le préfet n'a pas sourcillé; il n'avait pas à répondre, tout le monde a loué son attitude ferme et correcte.

Pour en terminer avec cette première séance, ajoutons que malgré l'opposition du préfet, la majorité radicale a renouvelé son bureau et nommé des commissions. La droite s'est constamment abstenue.

APHORISME.—Comment un homme qui ne goûte pas la plaisanterie peut-il la trouver mauvaise?

—La compression ne réussit guère à nos convernants. Témoins les épisodes de l'ouverture des conseils généraux.

—Drôle de pays disait un fonctionnaire mécontent. Plus on lui ferme la bouche, et plus il montre les dents!

—Pour finir, quelques pensées du *Tintamarre* :

—Quand le maréchal a été visiter le nouvel Hôtel-Dieu, les médecins ne lui ont pas caché leur façon de penser...

—Ne ressemblons pas aux Arabes qui sont plates et polies, soyons polis seulement.

—Que voit-on dans les boucheries? La viande à l'étal attend.

—Dans le commerce, plus l'on cultive la carrotte, plus vite l'on va planter ses choux.

"Danzigers' New Stores."

Chronique de la Ville.

Départs.

Partis hier soir par la ligne de Mobile: J. Evans, pour Jacksonville; D. Johnson, Washington; Hy. Cambon, New York; M. McMulavon et J. L. Smyser, Louisville; M. M. Hoath, Buffalo; Wm. Mayley, Bladon Springs; Don Pedro Erquicia de Chihuahua, et Don Eugenio Armendaiz de Matamoros, New York et Chine; Eckeep, Gainsville, Geo.; C. Stimich, St. Louis; W. E. Brown, Evansville; J. M. Davis, Corinth; C. C. Chaffe, Jr., Memphis; J. A. Donaldson et dame, Albany, Geo.; J. McCarty, Cincinnati; Geo. Eustis, J. Belfis et dame, New York; James Jackson, W. S. Springe; Melle Georgie Lessasier et Melle Emma Lessasier, Staunton; Mme T. A. Kennedy, San Francisco; H. B. Bleseine, Juge F. A. Monroe, St. Louis; J. Rainey, Philadelphie; R. D. Ford, J. Carter et Capt. J. Lawson, Columbus, Ky.; F. Delmado, Philadelphie; Geo. Bettner, St. Louis; Frank L. Armstong, Louisville; Wm. Forrester, Point Clear; J. Bucconneil, Marietta, Geo.; Lewis Guion et dame, Niagara Falls; Mme Hardy et famille, Gainesville, Geo.; Jeff Toney, Pensacola.

Meeting de la Ligue Blanche.

Une réunion des commandants des compagnies de l'ancienne Ligue Blanche, qui n'ont pas d'uniforme, a eu lieu dans la salle du Stock Exchange, sous la présidence du colonel Vandry.

Il a été décidé que tous les officiers commandants rapporteront au colonel Vandry, mercredi prochain, avant-midi, le nombre d'hommes qui pourront sortir ce jour là. Cette mesure a été prise afin de pouvoir faire une distribution d'enseignes aux divers commandants.

Le meeting a été prévenu que les positions que devront occuper respectivement les diverses compagnies dans la procession seraient assignées par le gén. Ogden.

Une autre réunion des membres sans uniforme de la Ligue Blanche aura lieu au Stock Exchange, mercredi soir, afin les derniers arrangements pour faire élever l'arc de triomphe le 4 septembre et rendre un digne hommage à la mémoire des "glorieux morts."

Une épée pour le colonel F. N. Ogden.

Une épée, magnifique, sortant des ateliers de MM. Jas M. Durant & Cie., de Newark, N. J., et coûtant $1100, doit être présentée le 14 Septembre au colonel F. N. Ogden. Voici la description de cette épée :

La poignée est d'or, représentant un épi de maïs ressortant de sa gerbe. La garde d'où sortent deux épis entrelacés de canne à sucre et à la tête et à la garde de la poignée sont des améthystes en forme de glands. Sur le bouclier sont les cotes d'armes des Etats-Unis et de la Louisiane en relief. La lame est d'acier poli et ornée du monogramme du col. Ogden gravé sur or. Le fourreau est d'argent solide, orné d'or, magnifique pièce d'orfèvrerie.

La bande la plus près de la garde contient un emblème supérieurement travaillé de la plante de coton sous la forme d'une rosette, et la pointe représente un or coloré d'une plante croissante de riz. La garde est en cuir de Russie monté d'or et portant la cotte d'armes de la Louisiane.

La cérémonie de la présentation aura lieu au théâtre de l'Opéra après la parade de la journée. L'épée se trouve actuellement au magasin de MM. A. B. Griswold & Co. mais non exposée à la vue du public.

Une réclamation de la ville contre la banque du Sud et le Trésorier.

Nous avons reçu le texte d'une pétition privée que M. Jos. Le Carpentier, M. P. Biano, avocats de la ville et adressée à la 5ème Cour de District. Cette pétition réclame pour la ville une somme de $805,000 pour bons de la ville qui ont été remis en 1868 à la Banque du Sud comme agent fiscal et vendus par elle d'accord avec le trésorier Dubuclet à New York à un escompte de 21½ pour cent, pour racheter avec le produit des mandats métropolitains. Nous donnerons l'analyse de la pétition dans notre prochain numéro.

La question des jeux.

Cette question reçoit l'attention du Conseil et le maire a chargé l'avocat de ville de prendre des mesures pour faire élever l'injonction émise par le juge Rightor dans l'affaire de Leclerc. Si cela n'a pas été fait plus tôt, c'est parce qu'on a paru croire tout d'abord que l'injonction ne pourrait pas être jugée pendante les vacances, attendu qu'une décision de ce genre serait considérée comme ayant le caractère d'un décret.

Retour de M. D. Bidwell.

Le retour de notre habile et populaire directeur de théâtre, Mr David Bidwell, est le signal de l'ouverture de l'Académie de Musique. Mr Bidwell a utilisé son séjour au Nord en assurant pour son théâtre le concours des meilleurs troupes et l'engagement des artistes les plus célèbres. Cette troupe et artistes qui se succèderont rapidement dans le cours de la saison qui va commencer. On aura donc tout à la fois variété et talent au théâtre de l'Académie de Musique. On tenir de telles conditions de succès n'est pas chose facile, mais avec l'esprit d'entreprise qui distingue le directeur de l'Académie, tout devient possible, et nous ne doutons pas que le résultat ne couronne ses efforts d'une manière brillante.

Les portes de l'Académie de Musique seront ouvertes ce soir, et comme le théâtre a été entièrement réparé et restauré, nous pouvons dire que cette ouverture, par la nouveauté du local, sera une véritable inauguration, dont le commandeur Cazenave aura tout l'honneur, car c'est ce soir-même qu'il commencera la série des exercices qui l'ont rendu célèbre dans toutes les capitales de l'Europe et dans les grandes villes du nord des E. U. C'est donc aujourd'hui que ceux qui voudront entrer à l'Académie de Musique sauront si sa grande réputation est méritée. Quant à nous, nous n'en doutons pas et nous croyons pouvoir dire d'avance que le commandeur Cazenave surprendra, étonnera, enlèvera les spectateurs les plus difficiles en exécutant devant eux des tours réellement merveilleux. Le premier sera le "Double Indian Mail" où figurera Mme Cazenave.

Une chose sera admirée dans les nouveaux ornements du théâtre, c'est un rideau représentant un beau paysage italien, œuvre de Mr Mathes et qui lui fait beaucoup d'honneur.

Mr Vogel est toujours chargé de l'orchestre, et MM. Fred. Maubert et Tony Hogwill sont toujours préposés au bureau de la location des loges. Ces messieurs sont connus ici de la manière la plus favorable et quant à Mr Maubert, le public ne manque jamais de lui applaudir de son urbanité et de sa courtoisie.

Conversion.

Le bureau de liquidation a refusé de convertir hier des warrants présentés par M. Isidore Newman, par la raison que la loi autorise le bureau à convertir seulement les bons et les warrants émis avant le 1er janvier 1874, et ceux de M. Newman portent la date de 1875.

M. Bush a lu le message suivant adressé par Kellogg à la Législature le 3 janvier 1876 :

Les certificats de dette émis par les auditeurs Wickliffe et Graham, s'élèvent à $101,639 52, ne sont pas convertibles. Les warrants constitutionnels émis avant le 1er janvier 1874, s'élevant à $24,435 07, ne sont pas convertibles, mais ils seront absorbés par les taxes arriérées de cette année. Les warrants de 1874, non convertibles, et qui seront absorbés par les taxes arriérées des années précédentes s'élèvent à $242,442 02. Il reste une dette flottante convertible de $162,634 73, dont $94,000 connus comme les Weed warrants, qui ont été rejetés par le Bureau de conversion."

Une autre demande a été rejetée sur la motion de M. Wiltz. Les postulants s'adresseront aux cours de justice, sans doute; mais nous voyons mal comment les cours pourraient légaliser ce qui est radicalement illégal, de l'aveu même de Kellogg. Si les cours suivent l'excellent exemple du Bureau de conversion, l'Etat y gagnera quelque chose comme $500,000; ce qui ne serait que justice.

Récours.

Le corps trouvé rendredi flottant sur le fleuve devant la rue Adams a été reconnu pour être celui d'Emile Cortez, cordonnier, rue Domaine No 132. Avant de se jeter à l'eau, il avait figuré un cœur sur un arbre à l'aide de son couteau et avait ensuite percé ce cœur avec le couteau qui était resté fermement attaché au bois et avait pendu son chapeau sur le couteau, comme à un clou.

Après cela, il s'était dépouillé de ses habits et avait dit adieu à ce monde qu'il avait voulu quitter en sauvage, c'est à dire dans un état complet de nudité. Il paraît qu'il s'était figuré que plusieurs individus en voulaient à sa vie et que, depuis lors, il portait toujours pour sa défense, le couteau avec lequel il avait sculpté un cœur sur l'écorce de l'arbre. Emile Cortez avait 39 ans et était né en Italie. Il laisse une femme et deux enfants.

Arrêté de nouveau.

Ernest Petitpain qui avait été relâché sur un writ d'habeas corpus par le juge Rightor hier matin, a été arrêté de nouveau par l'officier spécial Mike Hennessey qu'avait reçu du chef de police l'ordre de retenir l'accusé, M. Lalaurie, une de ses cautions ayant informé le chef qu'il était de nouveau Petitpain avait l'intention de quitter l'Etat, et qu'il voulait, lui Lalaurie, se décharger de sa part de caution en cette affaire.

Mise en possession.

La Cour de Circuit des Etats-Unis a lancé des writs pour mettre Mme Myra Clark Gaines en possession de certaines propriétés foncières maintenant occupées par J. P. Monceaux, rue du Cirque; Thos. Robertson, rue Rempart, Poydras, Perdido et Dryades; Jos. L. Swain, rue du Cirque, Perdido, Poydras et Philippa; Veuve et héritiers de V. Bacchus, rue Philippa, Poydras, Perdido et Dryades; veuve Raymond Massias, rue Perdido, Cirque, Poydras et Philippa.

Partie de Base Ball.

Une grande partie de Base Ball doit avoir lieu aujourd'hui, aux Fair Grounds, entre les deux meilleurs clubs de la Nile-Orléans, celui de Howards et celui de Columbia. Nous remercions M. P. H. Ford de l'invitation qu'il nous a adressée.

TEMPERATURE.—8 sept. 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin.....	78	26
Midi.....	83	28
3 P. M.....	90	32
6 P. M.....	85	30

LE THÉATRE FRANÇAIS A NEW YORK.—C'est, le 2 octobre, dit le *Messager*, que s'ouvrira le théâtre français de la 23e rue sous la direction de M. Duraud. La troupe, qui doit s'embarquer au Havre le 8, fera ses débuts dans l'inimitable comédie de Barrière, les *Faux Bonshommes*.

Voici les principales pièces que M. Duraud se propose de monter: Le Procès Vauradieux (pour la deuxième soirée), Mlle de Belle Isle, Mlle de Seiglière, les Demoiselles de Saint-Cyr, le Fils de Giboyer, le Chapeau de paille d'Italie, le Voyage à Dieppe, etc., etc. Tout cela aux divers commandants.

Le meeting a été prévenu que les positions que devront occuper respectivement les diverses compagnies dans la procession seraient assignées par le gén. Ogden.

Une autre réunion des membres sans uniforme de la Ligue Blanche aura lieu au Stock Exchange, mercredi soir, afin les derniers arrangements pour faire élever l'arc de triomphe le 4 septembre et rendre un digne hommage à la mémoire des "glorieux morts."

Une épée pour le colonel F. N. Ogden.

Une épée, magnifique, sortant des ateliers de MM. Jas M. Durant & Cie., de Newark, N. J., et coûtant $1100, doit être présentée le 14 Septembre au colonel F. N. Ogden. Voici la description de cette épée :

La poignée est d'or, représentant un épi de maïs ressortant de sa gerbe. La garde d'où sortent deux épis entrelacés de canne à sucre et à la tête et à la garde de la poignée sont des améthystes en forme de glands. Sur le bouclier sont les cotes d'armes des Etats-Unis et de la Louisiane en relief. La lame est d'acier poli et ornée du monogramme du col. Ogden gravé sur or. Le fourreau est d'argent solide, orné d'or, magnifique pièce d'orfèvrerie.

La bande la plus près de la garde contient un emblème supérieurement travaillé de la plante de coton sous la forme d'une rosette, et la pointe représente un or coloré d'une plante croissante de riz. La garde est en cuir de Russe monté d'or et portant la cotte d'armes de la Louisiane.

La cérémonie de la présentation aura lieu au théâtre de l'Opéra après la parade de la journée. L'épée se trouve actuellement au magasin de MM. A. B. Griswold & Co. mais non exposée à la vue du public.

Une réclamation de la ville contre la banque du Sud et le Trésorier.

Nous avons reçu le texte d'une pétition privée que M. Jos. Le Carpentier, M. P. Biano, avocats de la ville et adressée à la 5ème Cour de District. Cette pétition réclame pour la ville une somme de $805,000 pour bons de la ville qui ont été remis en 1868 à la Banque du Sud comme agent fiscal et vendus par elle d'accord avec le trésorier Dubuclet à New York à un escompte de 21½ pour cent, pour racheter avec le produit des mandats métropolitains. Nous donnerons l'analyse de la pétition dans notre prochain numéro.

Conversion.

Le bureau de liquidation a refusé de convertir hier des warrants présentés par M. Isidore Newman, par la raison que la loi autorise le bureau à convertir seulement les bons et les warrants émis avant le 1er janvier 1874, et ceux de M. Newman portent la date de 1875.

M. Bush a lu le message suivant adressé par Kellogg à la Législature le 3 janvier 1876 :

Les certificats de dette émis par les auditeurs Wickliffe et Graham, s'élèvent à $101,639 52, ne sont pas convertibles. Les warrants constitutionnels émis avant le 1er janvier 1874, s'élevant à $24,435 07, ne sont pas convertibles, mais ils seront absorbés par les taxes arriérées de cette année. Les warrants de 1874, non convertibles, et qui seront absorbés par les taxes arriérées des années précédentes s'élèvent à $242,442 02. Il reste une dette flottante convertible de $162,634 73, dont $94,000 connus comme les Weed warrants, qui ont été rejetés par le Bureau de conversion."

Une autre demande a été rejetée sur la motion de M. Wiltz. Les postulants s'adresseront aux cours de justice, sans doute; mais nous voyons mal comment les cours pourraient légaliser ce qui est radicalement illégal, de l'aveu même de Kellogg. Si les cours suivent l'excellent exemple du Bureau de conversion, l'Etat y gagnera quelque chose comme $500,000; ce qui ne serait que justice.

Récours.

Le corps trouvé rendred